

### INTRODUCTION

Afin de mieux comprendre comment les marchés congolais sont affectés par la crise sanitaire provoquée par la propagation du COVID-19, et d'informer les réponses humanitaires sous forme de transferts monétaires (cash), ce bulletin conjoint des marchés a été produit en avril 2020 et rassemble les dernières informations sur les tendances du marché en RDC. Cette initiative a été menée en collaboration avec le *Cash Working Group (CWG)*, le Cluster Sécurité alimentaire, ainsi que l'équipe *Vulnerability and Analysis Mapping (VAM)* du Programme Alimentaire Mondial (PAM), *Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET)*, la Cellule d'Analyses des Indicateurs de Développement (CAID), *SAFER*, le *Congo Humanitarian Analysis Team (CHAT)* de Mercy Corps et REACH - c.a.d. tous les acteurs actifs dans la surveillance des marchés.

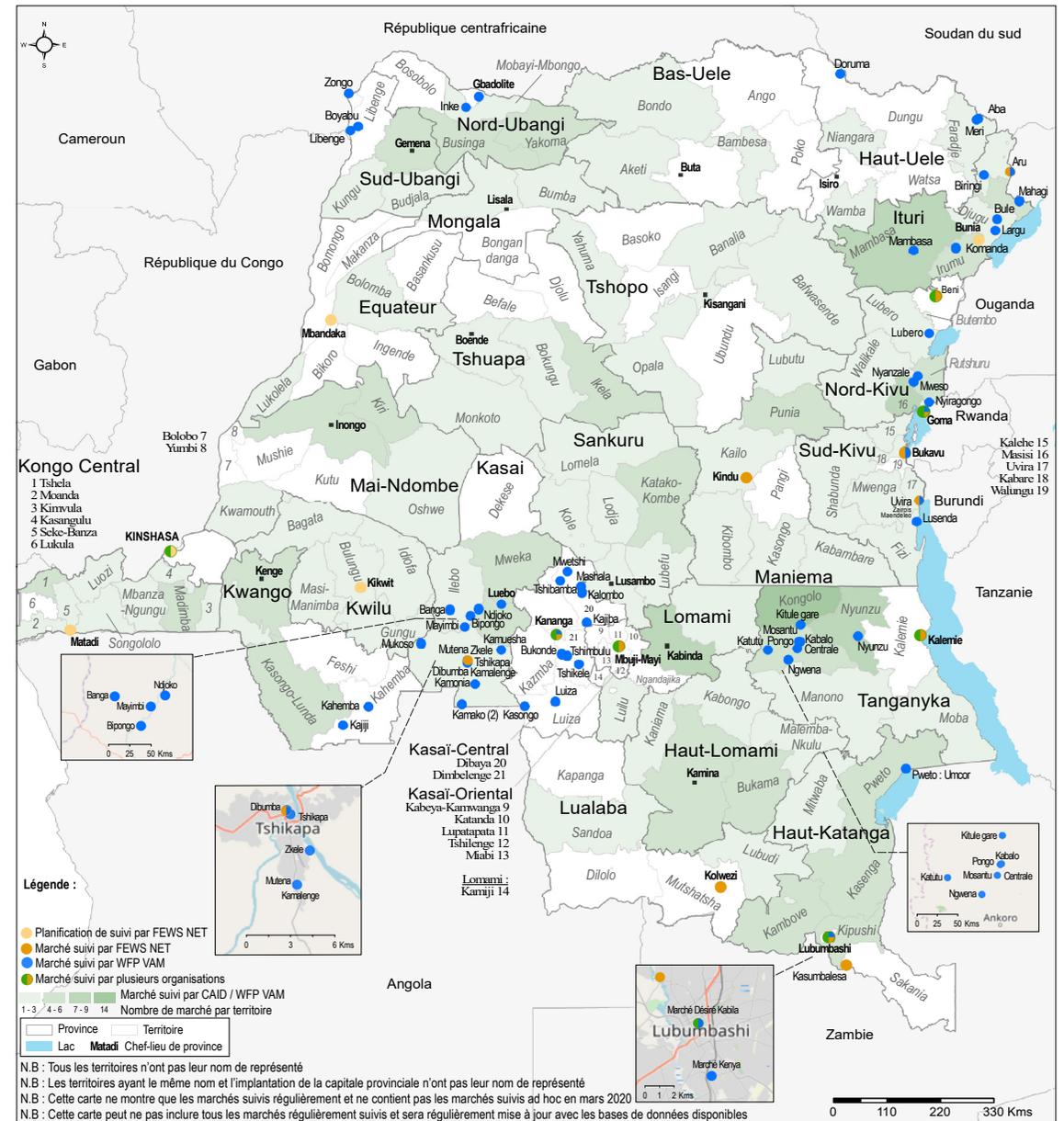
Ce premier bulletin des marchés fournit un aperçu : i) de la couverture géographique des initiatives de

surveillance des marchés en cours, ii) du coût du panier minimum alimentaire (PMA) du PAM dans les différentes régions évaluées par le VAM, FEWS NET et CAID/VAM et de l'évolution des prix entre janvier et mars 2020, iii) de la fonctionnalité des marchés et de la chaîne d'approvisionnement dans l'Est de la RDC tandis que des mesures liées au COVID-19 ont été mises en places au niveau national. Les données utilisées pour l'analyse des prix ont été obtenues via les exercices réguliers de suivi des marchés du VAM, FEWS NET et CAID et couvrent la période de janvier à mars 2020 (c.a.d avant la mise en œuvre des mesures COVID-19). L'analyse de la chaîne d'approvisionnement a été réalisée au moyen d'évaluations rapides par REACH et le CHAT en avril 2020, à la suite de la mise en œuvre des mesures de santé publique liées à la propagation du COVID-19.<sup>1</sup> Pour plus de détails sur la méthodologie et les sources des données analysées, veuillez consulter la section correspondante du bulletin.

### RÉSULTATS CLÉS

- Un mois après l'adoption des mesures liées au COVID-19, la grande majorité des commerçants de produits alimentaires et non alimentaires (ainsi que d'eau, de carburant et de devises étrangères) interrogés à Goma, Bukavu, Uvira et Beni, ont signalé une baisse de la demande liée à la hausse des prix des articles.
- L'origine des articles et les problèmes de réapprovisionnement liés aux mesures COVID-19 font partie des facteurs clés qui influencent l'évolution des prix. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ont été particulièrement marquées pour les produits alimentaires comme les céréales et l'eau minérale. La pression qui pèse sur l'offre en raison de la fermeture des frontières (à l'exception du fret), les restrictions de mouvements à l'intérieur du pays et la dépréciation du franc congolais sont autant de raisons qui expliquent que la majorité des commerçants de produits alimentaires interrogés s'attendent à une augmentation des prix des denrées alimentaires dans les semaines à venir.
- L'impact de ces facteurs sur les prix du marché devra être suivi de près dans les semaines à venir. Les données sur les prix collectées dans 422 marchés<sup>2</sup> dans différentes régions de la RDC indiquent que le coût du PMA variait entre 80 000 et 400 000 francs congolais (FC) selon les territoires considérés, avant la mise en œuvre des mesures liées au COVID-19. Dans le Sud-Est de la RDC, les provinces du Haut-Katanga et du Haut-Lomami font état d'un coût médian des PMA les plus élevés du pays (avec Kinshasa). Dans cette région du sud-est, les prix observés sur le premier trimestre de 2020 indiquent une forte augmentation des prix. Ces régions devront être étroitement surveillées dans les semaines à venir pour identifier d'éventuelles augmentations supplémentaires des prix, causées par la mise en place des mesures liées au COVID-19.
- Le coût du PMA des territoires des provinces du Sud et Nord-Ubangi est moins élevé, oscillant entre 75 000 FC et 105 000 FC. Néanmoins, cette région du nord-ouest connaît une forte diminution des prix.
- Dans la majeure partie des territoires des provinces de l'Est de la RDC affectés par les conflits (Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika) le coût du PMA est en-dessous de 200 000 FC. La plus forte volatilité des prix observée dans cette région concerne les territoires de : Aru, Mambasa (Ituri), Beni (Nord-Kivu), Uvira (Sud-Kivu), Nyunzu et Kabalo (Tanganyika).
- Il ressort des analyses que le prix élevé du PMA de Kinshasa (au-dessus de 300 000 FC) a un impact sur les territoires environnant faisant partie des provinces de : Kongo-Central, Kwango, Kwilu et Mai-Ndombe.

### LOCALISATION DES MARCHÉS ÉVALUÉS



## PANIER MINIMUM ALIMENTAIRE

Le PMA représente le minimum d'articles alimentaires censés répondre aux besoins d'un ménage de six personnes en RDC pour une durée d'un mois. Le contenu de ce panier correspond au PMA du PAM (VAM) en RDC et est constitué des éléments suivants :

### Produits alimentaires

Farine de maïs	45 kg
Farine de manioc	45 kg
Haricot (niébé)	32,4 kg
Huile de palme	4 kg
Sel	1 kg

### MÉTHODOLOGIE

Pour calculer le coût médian du PMA, REACH a compilé les données de suivi des prix mensuels (de janvier à mars) du PAM (VAM), du FEWS NET et de la CAID/VAM. Les données sur les prix recueillies par ces partenaires se basent sur trois cotations de différents commerçants par article et par marché. Toutes ces données sont disponibles sur les sites web des partenaires :

- PAM : VAM données sur les prix des marchés
- FEWS NET : données sur les prix des marchés
- CAID/VAM : données sur le prix des marchés

La première étape a consisté en la compilation des données à l'échelle du territoire. Un nettoyage des données a ensuite permis de supprimer les valeurs jugées anormales au vu des autres résultats identifiés pour le territoire considéré.

Pour les territoires où au moins trois marchés ont été surveillés, REACH a analysé les données au niveau territorial sur l'ensemble du territoire. Ainsi, le prix médian de chaque produit a été calculé sur l'échantillon des prix enregistrés sur

## COÛT MÉDIAN DU PANIER MINIMUM ALIMENTAIRE PAR TERRITOIRE

Territoire	Marché	Coût du PMA (FC)	Evolution fév.-mars	Farine de maïs (45kg)	Evolution fév.-mars	Farine de manioc (45kg)	Evolution fév.-mars	Haricots (32,4kg)	Evolution fév.-mars	Sel (1kg)	Evolution fév.-mars	Huile de palme (4kg)	Evolution fév.-mars
<b>BAS-UELE</b>													
Bambesa		160 468	▲ +6%	55 575	▲ +21%	27 450	▶	69 368	▼ -1%	1 842	▼ -24%	6 233	▲ +3%
Bondo		118 760	N/A	13 230	N/A	38 340	N/A	55 501	N/A	2 632	N/A	9 057	N/A
<b>HAUT-UELE</b>													
Faradje		378 841	▲ +96%	238 230	▲ +279%	112 500	▲ +47%	19 440	▼ -55%	2 632	▶	6 039	▼ -20%
Niangara		109 105	▼ -34%	55 575	▲ +90%	21 960	▼ -80%	25 920	▲ +25%	2 632	▲ +67%	3 018	▲ +39%
Wamba		180 187	N/A	48 960	N/A	54 900	N/A	70 729	N/A	1 974	N/A	3 624	N/A
<b>ITURI</b>													
Aru		168 287	▲ +40%	63 000	▲ +107%	29 790	▶	63 148	▲ +30%	1 606	▼ -32%	7 548	▲ +7%
Bunia		182 463	▲ +16%	49 500	▲ +7%	40 500	▲ +13%	81 000	▲ +25%	1 500	▲ +50%	9 963	▲ +10%
Djugu		147 284	▼ -1%	51 075	▼ -10%	22 500	▲ +11%	64 800	▶	1 300	▲ +30%	7 609	▲ +17%
Irumu		129 078	N/A	46 620	N/A	35 235	N/A	36 061	N/A	2 105	N/A	9 057	N/A
Mahagi		126 313	N/A	45 000	N/A	26 235	N/A	46 429	N/A	2 369	N/A	6 281	N/A
Mambasa		157 583	▲ +33%	55 575	▲ +191%	45 000	▲ +24%	48 600	▼ -11%	2 369	▼ -10%	6 039	▼ -3%
<b>NORD-KIVU</b>													
Beni		187 195	▲ +23%	88 875	▲ +50%	36 000	▲ +5%	55 080	▲ +6%	2 105	▶	5 135	▲ +13%
Goma		119 192	▲ +8%	32 670	▼ -11%	37 485	▲ +19%	36 288	▲ +10%	1 740	▲ +99%	11 009	▲ +33%
Lubero		101 245	▼ -6%	39 690	▲ +36%	25 020	▼ -35%	27 864	▼ -7%	2 632	▼ -23%	6 039	▼ -4%
Masisi		144 904	▼ -9%	45 765	▲ +15%	28 530	▲ +1%	57 478	▼ -25%	1 053	▼ -50%	12 079	▶
Nyiragongo	Kibumba	276 228	▲ +8%	111 105	▶	102 285	▲ +17%	54 011	▲ +14%	1 579	▼ -25%	7 248	▶
	Nyiragongo	117 000	▲ +20%	22 500	▲ +7%	37 508	▲ +25%	44 550	▲ +38%	1 875	▲ +12%	10 568	▼ -13%
Rutshuru		145 326	▲ +7%	49 995	▲ +19%	28 530	▼ -4%	54 011	▲ +8%	1 316	▼ -38%	11 474	▼ -5%
Walikale		119 681	▼ -25%	79 425	▲ +85%	22 500	▼ -3%	10 400	▼ -86%	1 316	▼ -33%	6 039	▲ +75%
<b>SUD-KIVU</b>													
Bukavu		159 632	▲ +30%	56 970	▲ +13%	39 420	▲ +59%	55 793	▲ +42%	1 579*	N/A	5 870	▼ -4%
Fizi		142 455	N/A	22 500	N/A	75 015	N/A	34 830	N/A	1 053	N/A	9 057	N/A

N/R : Non renseigné - prix manquant. N/A : Non applicable - l'évolution ne peut être mesurée faute d'indication de prix ou de manque de données pour appliquer des méthodologies similaires.

N.B : Les provinces présentées dans le tableau ci-dessus ont été sélectionnées pour le présent document car elles représentent les principales zones d'interventions humanitaires en RDC.

Par ailleurs, la coloration des coûts médians du PMA dans la troisième colonne a été élaborée sur la base d'une comparaison entre les territoires d'une même province. Ainsi, il faut comprendre que les marchés du territoire de Faradje semblent présenter des coûts plus élevés pour les produits alimentaires suivis que les marchés d'un autre territoire de la province du Haut-Uele.

## COÛT MÉDIAN DU PANIER MINIMUM ALIMENTAIRE PAR TERRITOIRE

Territoire	Marché	Coût du PMA (FC)	Evolution fév.-mars	Farine de maïs (45kg)	Evolution fév.-mars	Farine de manioc (45kg)	Evolution fév.-mars	Haricots (32,4kg)	Evolution fév.-mars	Sel (1kg)	Evolution fév.-mars	Huile de palme (4kg)	Evolution fév.-mars
<b>SUD-KIVU</b>													
Kabare		127 378	▼-6%	31 770	▼-20%	25 875	▼-4%	59 098	▲+1%	1 579	▶	9 057	▶
Kalehe		191 937	N/A	39 690	N/A	63 900	N/A	76 658	N/A	2 632	N/A	9 057	N/A
Mwenga		272 255	▲+7%	52 920	▼-60%	95 850	▲+326%	110 549	▲+25%	2 369	▲+13%	10 568	▲+17%
Uvira		97 044	▼-23%	19 845	▼-42%	30 375	▼-36%	34 830	▶	1 124	▲+32%	10 870	▲+20%
<b>TANGANYIKA</b>													
Kabalo		87 722	▼-19%	22 500	▼-29%	22 500	▲+25%	34 700	▼-31%	1 500	▼-6%	6 522	▼-8%
Kalemie		141 339	▼-7%	51 480	▼-2%	54 000	▲+30%	24 268	▼-43%	2 895	▲+120%	8 696	▼-2%
Kongolo		53 781	▲+3%	13 230	▶	11 250	▲+67%	22 550	▼-11%	1 316	▼-17%	5 435	▲+6%
Manono	Ankoro	263 904	N/A	90 000	N/A	56 250	N/A	104 522	N/A	1 053	N/A	12 079	N/A
	Marché Central	385 294	▲+8%	112 500	▲+70%	82 328	▲+144%	175 883	▼-28%	5 526	▲+110%	9 057	▶
Moba	Kapanga	151 163	N/A	39 690	N/A	11 250	N/A	87 091	N/A	1 053	N/A	12 079	N/A
Nyunzu		93 164	▼-20%	33 345	▼-25%	25 560	▼-22%	26 114	▼-6%	2 105	▲+33%	6 039	▼-33%
<b>HAUT-KATANGA</b>													
Kambove		229 757	▼-41%	96 615	▼-9%	45 000	▲+5%	74 747	▼-67%	1 316	▶	12 079	▶
Kasenga		216 232	▲+50%	92 655	▲+23%	49 950	▲+111%	64 800	▲+87%	1 579	▼-8%	7 248	▼-20%
Kipushi		353 901	▲+12%	84 690	▼-9%	45 000	▶	209 045	▲+29%	1 579	▼-40%	13 588	▲+12%
Likasi		338 108	N/A	103 500	N/A	59 985	N/A	162 000	N/A	1 579	N/A	11 044	▶
Lubumbashi	Lubumbashi	263 773	▲+15%	117 000	▲+61%	58 500	▼-3%	74 520	▼-10%	1 579*	N/A	12 174	▲+27%
	Mzée L.D KABILA	388 709	▲+13%	79 425	▼-41%	33 750	▼-77%	261 306	▲+491%	2 632	▶	11 596	▼-11%
Mitwaba		292 806	▲+3%	66 195	▶	39 375	▲+17%	174 182	▶	1 579	▶	11 474	▶
Pweto		255 258	▼-15%	72 810	▼-3%	45 000	▲+33%	124 870	▼-28%	1 711	▲+8%	10 868	▼-28%
Sakania		158 084	▶	47 250	▼-5%	40 500	▲+6%	58 320	▶	1 579*	N/A	10 435	▶

### Légende :

1 579\* : Coût de l'article extrait du territoire le plus proche en raison de l'indisponibilité du prix.

N/R : Non renseigné - prix manquant.

N/A : Non applicable - l'évolution ne peut être mesurée faute d'indication de prix ou de manque de données pour appliquer des méthodologies similaires.

tous les marchés d'un même territoire. On obtient donc un coût médian du PMA pour l'ensemble du territoire. Si un même marché a été suivi par deux organisations différentes, alors la médiane au niveau du marché a été calculée avant de procéder au calcul de la médiane à l'échelle du territoire.

Pour les territoires pour lesquels moins de trois marchés ont été suivis, REACH a opté pour une analyse à l'échelle de chaque marché individuel. Le coût médian de chaque produit, puis du PMA global, ont été calculés à l'échelle de chaque marché.

Enfin, les données ont été regroupées par province. Les colorations figurant dans les tableaux ont été élaborées sur la base d'une comparaison entre les différents territoires d'une même province.

Les prix collectés n'ont pas vocation à être représentatifs du niveau des prix à l'échelle nationale. Ils fournissent une information sur des produits précis, dans une géographie et une temporalité définies.

### ANALYSES

De façon générale, le PMA oscille entre 80 000 et 400 000 FC, selon les territoires considérés. En matière de répartition géographique, on constate que les provinces du Sud-Est (Haut-Katanga, Haut-Lomami et Kasai-Central) concentrent des territoires où le coût médian du PMA est majoritairement au-dessus de 200 000 FC. A l'inverse les provinces du Nord-Ouest (Sud-Ubangi et Nord-Ubangi) disposent de territoires présentant des coûts moindres pour le PMA, à savoir entre 75 000 FC et 105 000 FC.

L'évolution des prix entre février et mars 2020 montre que certaines provinces sont restées relativement stables, telles que le Tanganyika et le Kasai qui ont des inflations inférieures ou égales à 20%. En revanche, les prix ont été plus volatiles pour les provinces de l'Ituri, le Kasai-Central et le Haut-Katanga, avec des nuances entre les territoires de chacune de ces provinces. Certaines de ces variations de prix peuvent être liées à des dynamiques

## COÛT MÉDIAN DU PANIER MINIMUM ALIMENTAIRE PAR TERRITOIRE

Territoire	Marché	Coût du PMA (FC)	Evolution fév.-mars	Farine de maïs (45kg)	Evolution fév.-mars	Farine de manioc (45kg)	Evolution fév.-mars	Haricots (32,4kg)	Evolution fév.-mars	Sel (1kg)	Evolution fév.-mars	Huile de palme (4kg)	Evolution fév.-mars
<b>HAUT-LOMAMI</b>													
Bukama		424 767	N/A	112 500	N/A	109 755	N/A	191 614	N/A	1 842	N/A	9 057	N/A
Kabongo		232 266	▲ +29%	37 845	▼ -59%	20 250	▼ -40%	165 499	▲ +265%	2 632	▶	6 039	▶
Kamina		249 663	▼ -3%	42 345	▲ +41%	22 500	▼ -6%	174 182	▼ -9%	1 579	▼ -14%	9 057	▶
Kanyama	Kaniama	197 508	▼ -27%	31 770	▶	15 750	▼ -30%	139 352	▼ -33%	1 579	▶	9 057	▲ +50%
	Kimpanga	406 377	N/A	112 500	N/A	59 985	N/A	226 800	N/A	1 053	N/A	6 039	N/A
Malemba-Nkulu		382 004	N/A	31 770	N/A	15 750	N/A	324 000	N/A	2 632	N/A	7 852	N/A
<b>KASAI-CENTRAL</b>													
Demba		255 085	▲ +39%	62 550	▼ -3%	33 750	▼ -30%	150 822	▲ +135%	2 167	▶	5 796	▲ +11%
Dimbelenge		113 327	N/A	17 460	N/A	12 375	N/A	77 144	▲ +25%	2 000	▼ -8%	4 348	▼ -6%
Dibaya		169 846	▼ -8%	52 920	▼ -20%	45 000	▲ +29%	65 707	▼ -15%	1 579	▼ -14%	4 639	▼ -4%
Kananga		269 524	▲ +23%	52 920	▲ +11%	33 750	▼ -25%	174 182	▲ +48%	2 632	▲ +25%	6 039	▶
Kazumba	Bilomba	222 873	N/A	52 920	N/A	22 500	N/A	139 352	N/A	1 579	N/A	6 522	N/A
	Ndekeshia	227 641	▼ -45%	21 195	▲ +33%	112 500	▲ +50%	87 091	▼ -72%	815	▼ -33%	6 039	▼ -24%
Luiza		230 761	▲ +17%	26 460	▼ -63%	22 500	▼ -52%	174 182	▲ +151%	1 579	▼ -5%	6 039	▼ -13%
<b>KASAI</b>													
Kamonia		159 728	▼ -5%	36 495	▲ +22%	40 005	▶	74 747	▼ -17%	1 234	▲ +25%	7 248	▼ -2%
Luebo		152 986	▼ -17%	26 460	▼ -12%	22 500	▼ -10%	97 168	▼ -20%	2 632	▶	4 226	▼ -30%
Ilebo	Marché central	141 188	N/A	40 500	N/A	9 000	N/A	87 091	N/A	1 579	N/A	3 018	N/A
	Makolo Ngulu	138 823	N/A	40 500*	N/A	45 000	N/A	41 634	N/A	2 632	N/A	9 057	N/A
Mweka		261 676	N/A	13 230	N/A	199 980	N/A	44 226	N/A	1 222	N/A	3 018	N/A
<b>KINSHASA</b>													
Kinshasa		300 663	▼ -8%	54 000	▼ -20%	75 015	▼ -17%	159 959	▲ +1%	2 632	▲ +11%	9 057	▶
<b>NORD-UBANGI</b>													
Businga		82 786	▼ -56%	22 500	▼ -66%	16 875	▼ -5%	37 908	▼ -60%	1 579	▼ -40%	3 924	▼ -35%
Mobayi-Mbongo	Gbadolite	212 811	▲ +18%	96 750	▲ +16%	33 750	▲ +7%	73 435	▲ +28%	2 500	▼ -7%	6 376	▲ +13%
	Inke	189 068	▲ +11%	96 750*	▲ +19%	36 000	▲ +14%	48 600	▼ -3%	2 500	▶	5 218	▼ -8%
Yakoma		150 685	▼ -20%	26 460	▼ -57%	23 760	▲ +2%	94 738	▶	1 803	▼ -54%	3 924	▼ -19%

de conflits à l'échelle locale, dans la province de l'Ituri par exemple. Globalement, les variations sont très disparates. On observe une baisse localisée sur plusieurs territoires entre le Sud-Ubangi et Nord-Ubangi.

Tous les produits présentent des variations à l'échelle du pays mais des tendances par produit sont observables. Pour la farine de maïs, il y a des variations positives et négatives dans chaque province mais c'est en Ituri, Nord-Kivu et Haut-Uele que les prix tendent à grimper entre février et mars. Pour la farine de manioc, les 45kg du PMA se négocient entre 15 000 et 80 000 FC et il y a des disparités importantes au sein des provinces avec des variations du simple au quintuple. Les variations du panier de haricots entre provinces sont très prononcées. Si les 32,4kg se négocient entre 30 000 et 60 000 FC au Nord-Kivu et Ituri, les prix moyens au Haut-Lomami se situent entre 150 000 et 200 000 FC.

Pour le sel, le kilo se vend sur les marchés entre 1 000 et 2 700 FC à travers le pays avec de rares exceptions. Le prix de l'huile de palme est divergeant à l'échelle du territoire. La quantité de 4kg du panier alimentaire se négocie à travers le pays entre 3 000 et 10 000 FC. Au Sud-Ubangi, cette quantité s'obtient aux alentours des 3 000 à 4 000 FC alors qu'au Haut-Katanga, les prix se situent entre 10 000 et 12 000 FC.

### ÉVOLUTION DES PRIX ENTRE JANVIER ET MARS :

Comme le montre le graphique de l'évolution des coûts médians du PMA, on constate que les plus fortes variations de prix du PMA ont été enregistrées entre le mois de février et le mois de mars 2020, que ce soit à la hausse ou à la baisse selon les territoires considérés. La quasi-totalité des données du mois de mars ont été collectées avant que les restrictions liées au COVID-19 entrent en vigueur (le 24 mars 2020). Par conséquent, les effets des mesures liées au COVID-19 ne sont pas reflétés dans les prix indiqués.

Entre janvier et mars 2020, les deux seuls territoires ayant une forte tendance de

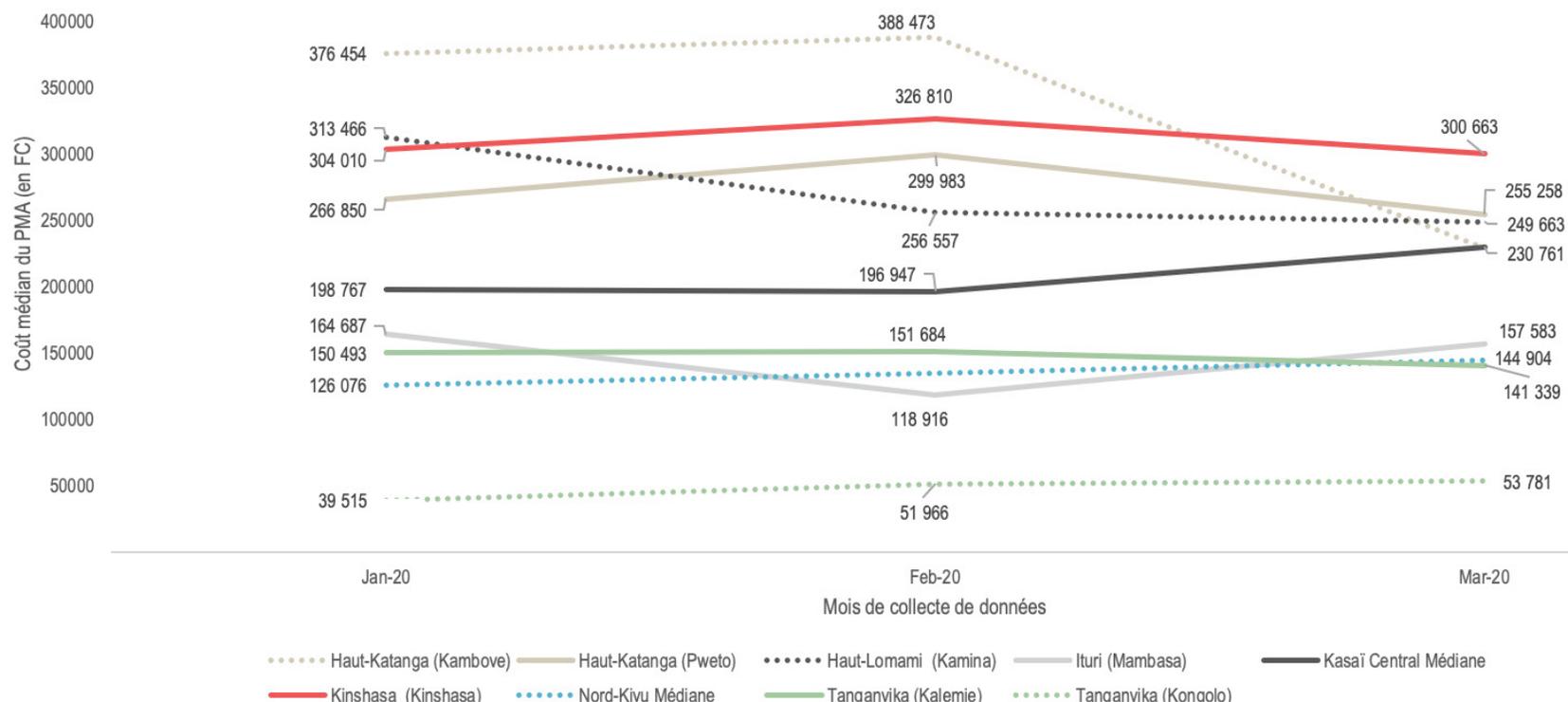
## COÛT MÉDIAN DU PANIER MINIMUM ALIMENTAIRE PAR TERRITOIRE

Territoire	Marché	Coût du PMA (FC)	Evolution fév.-mars	Farine de maïs (45kg)	Evolution fév.-mars	Farine de manioc (45kg)	Evolution fév.-mars	Haricots (32,4kg)	Evolution fév.-mars	Sel (1kg)	Evolution fév.-mars	Huile de palme (4kg)	Evolution fév.-mars
<b>SUD-UBANGI</b>													
Budjala		92 564	▼ -44%	33 345	▼ -32%	17 730	▼ -19%	36 709	▼ -59%	1 519	▼ -36%	3 261	▼ -17%
Gemena		99 179	▼ -20%	27 765	▲ +25%	25 560	▼ -3%	39 917	▼ -42%	1 711	▼ -35%	4 226	▲ +17%
Kungu	Marché central	103 474	N/A	31 770	N/A	27 000	N/A	38 880	N/R	2 202	N/A	3 622	N/A
	Omanga	77 095	N/A	22 230	▲ +140%	12 780	N/A	34 700	▲ +10%	3 158	▶	4 226	▶
Libenge	Boyabu	N/A	N/A	N/R	N/A	N/R	N/A	N/R	N/A	1 000	N/A	4 218	N/A
	Libenge	N/A	N/A	N/R	N/A	118 485	N/A	48 600	N/A	N/R	N/A	4 057	N/A

### GRAPHIQUE PRÉSENTANT L'ÉVOLUTION DES COÛTS MÉDIANS DU PMA

N/R : Non renseigné - prix manquant

N/A : Non applicable - l'évolution ne peut être mesurée faute d'indication de prix ou de manque de données pour appliquer des méthodologies similaires.



réduction du prix sont des endroits où les PMA étaient parmi les plus élevés :

- Kambove (Haut-Katanga) passe d'un panier de 376 000 FC à 230 000 FC environ.
- Kamina (Haut-Lomami) qui réduit le prix du PMA de 313 000 FC à 250 000 FC.

Concernant la baisse importante du prix du PMA à Kambove (Haut-Katanga), elle est due à une forte baisse des prix du kilo de haricots, passant de 6 900 FC en février à 2 300 FC en mars.<sup>3</sup> Pour Kambove ainsi que d'autres territoires avec un PMA supérieur à 200 000 FC (Haut-Katanga, Haut-Lomami et une partie de la région du Kasai), le prix élevé pourrait être imputable à un déficit de céréales dans les pays d'Afrique australe (Zambie, Malawi, Zimbabwe et Afrique du Sud).<sup>4</sup> Enfin, les territoires qui ont un prix du PMA inférieur à 200 000 FC en janvier ont subi une légère augmentation du prix médian entre le premier mois de 2020 et mars.

Dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, la reprise des hostilités par des groupes armés sur plusieurs fronts ainsi que les violences inter-communautaires ont certainement constitué une entrave au bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement et, ont de facto, réduit la disponibilité des articles. De plus, la présence de groupes armés dans ces régions limite l'accès des populations aux terres arables et ceux qui avaient pu semer voient leurs récoltes pillées par les combattants.<sup>5</sup> Tous ces facteurs pourraient contribuer à expliquer la volatilité localisée des prix enregistrés dans certains territoires du Nord-Kivu et de l'Ituri.

Enfin, parmi les territoires représentés sur le graphique, seuls les territoires pour lesquels trois marchés ou plus avaient été suivis sur les trois mois consécutifs ont été considérés pour le calcul de l'évolution des prix. Pour chaque province, il est précisé entre parenthèses quels territoires ont été pris en compte pour le calcul de l'évolution du coût médian du PMA.



## MÉTHODOLOGIE

### Chaînes d'approvisionnement alimentaires et non alimentaires

En réponse à la pandémie mondiale de COVID-19 et pour informer les programmes humanitaires de transferts monétaires (cash) REACH en collaboration avec ACTED et Mercy Corps a mené une évaluation rapide de fonctionnalité des marchés dans plusieurs villes frontalières clés de l'Est de la RDC (Goma, Bukavu, Uvira et Beni)<sup>6</sup> en avril 2020. Pour mieux comprendre comment les mesures de santé publique liées au COVID-19 mises en œuvre à partir de la fin mars ont eu un impact sur la fonctionnalité globale du marché dans ces villes, 130 enquêtes structurées ont été menées auprès de détaillants alimentaires et non alimentaires entre les 15 et 30 avril. Les types de commerçants suivants ont été interrogés: 25 grossistes, 34 détaillants formels (inscrits au registre du commerce), 40 détaillants informels, 31 très petits commerçants/vendeurs ambulants.

Les commerçants interrogés ont été choisis en fonction des types de produits qu'ils vendent, de la structure du marché dans lequel ils opèrent ainsi que de leur statut - formel s'ils sont enregistrés auprès des autorités, sinon informel - afin que l'évaluation englobe également les acteurs de l'économie informelle. Les résultats doivent être considérés comme indicatifs seulement - tels que rapportés par les commerçants du marché - et ne sont pas statistiquement généralisables. De plus amples informations sur la méthodologie de l'évaluation sont disponibles dans les termes de référence. Les fiches d'information spécifiques pour Uvira, Beni, Bukavu et Goma sont disponibles sur le [centre de ressources de REACH](#).

### Eau, carburant et liquidités

Les données pour la section d'analyse de la chaîne d'approvisionnement couvrant l'eau, le carburant et les liquidités ont été collectées par l'équipe CHAT de Mercy Corps. Les données renseignées dans cette section ont été collectées sur la base d'un échantillonnage non probabiliste ciblé à travers des entretiens structurés avec des informateurs clés (IC) des secteurs de l'eau, du carburant et des liquidités (grossistes et détaillants) dans quatre villes frontalières de l'Est de la RDC (Goma, Beni, Bukavu et Uvira). De fait, les résultats de cette évaluation ne sont pas représentatifs et sont uniquement indicatifs. Les données ont été recueillies entre le 27 avril et le 4 mai 2020. Les enquêtes ont été réalisées par téléphone en raison des mesures de distanciation sociale. Quarante-huit entretiens ont été menés, 14 avec des femmes et 34 avec des hommes et divisés de la manière suivante :

	Fournisseur privé d'eau	Consommateur/consommatrice d'eau	Fournisseur de carburant	Cambiste	Banque
Uvira	3	3	3	3	-
Bukavu	3	3	4	3	-
Goma	3	3	3	3	1
Beni	2	2	5	-	-

## NFI PRODUITS ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES

### % des commerçants interrogés par type d'impact perçu des mesures de santé publique COVID-19 :

Impact négatif	88% (115/130)
Pas de changement	6% (8/130)
Impact positif	6% (7/130)



L'impact négatif sur les entreprises des commerçants le plus souvent signalé était une réduction de la demande, rapporté par **56% (64/115)** des commerçants interrogés.

### DEMANDE :

**77% (81/105)** des petits commerçants ou détaillants interrogés dans les 4 villes ont signalé une forte réduction des quantités achetées par les clients au cours des sept jours précédant la collecte des données.

• Dans les quatre villes évaluées, les raisons les plus souvent citées pour expliquer la diminution du nombre de clients sont l'augmentation des prix et la peur de la maladie.

• Ces baisses de consommation sont à mettre en perspective avec l'augmentation générale des prix des denrées pratiquée par les fournisseurs et les difficultés de réapprovisionnement (cf. Section "offre").



**84% (87/104)** des commerçants interrogés dans les 4 villes ont indiqué que le nombre total de clients avait diminué au cours des sept jours précédant la collecte des données.

### OFFRE :

**109 sur 130 (84%) des commerçants interrogés ont signalé des problèmes de réapprovisionnement au moment de la collecte des données en avril, suite à la mise en œuvre des mesures de santé publique liées au COVID-19.** La fermeture des frontières a eu un impact direct sur la capacité d'importation des négociants et/ou sur celles de leurs grossistes. Ce problème fut particulièrement reporté par les commerçants à Uvira (19 sur 24 commerçants). Les commerçants de Goma font exception à cette règle, car ils ont le plus souvent cité la faible disponibilité du crédit pour expliquer les problèmes de réapprovisionnement des stocks. Ceci est probablement lié à l'origine de leurs articles (voir ci-dessous).

Part des approvisionnements alimentaires et non alimentaires provenant du territoire congolais, selon les commerçants interrogés :

Uvira	Bukavu	Goma	Beni
1/4	1/2	2/3	2/3

Au moment de la collecte des données, entre 40 et 60 % des commerçants interrogés dans les quatre villes ont déclaré être confrontés à un manque de stock de céréales, la catégorie de produits alimentaires la plus souvent citée comme étant confrontée à des problèmes de réapprovisionnement. Pour les articles d'hygiène (p.ex. le savon) cette proportion se situe entre 25 et 50 % à Beni, Bukavu et Uvira, tandis qu'aucun des commerçants interrogés à Goma n'a signalé un manque de stock pour les articles d'hygiène.

Durée médiane estimée des stocks de céréales, de haricots et de lentilles signalée au moment de la collecte des données :

Uvira	Bukavu	Goma	Beni
2 semaines	3 semaines	6 jours	4 semaines

- La tendance est similaire pour les denrées non-périssables pour lesquelles les marchands de Goma font état d'une durée médiane estimée des stocks inférieure à 7 jours alors que les commerçants des autres villes estimaient une durée d'au moins 2 semaines (2 mois pour Beni).
- Malgré une durée médiane estimée plus faible à Goma, la capacité de réapprovisionnement des marchés de Goma est probablement meilleure que dans des villes comme Uvira, car environ deux-tiers des produits alimentaires et non alimentaires sur les marchés de Goma proviennent de l'intérieur.

Part des commerçants de céréales interrogés indiquant avoir la capacité de répondre à une augmentation de la demande de 50% en l'espace d'une semaine :

Uvira	Bukavu	Goma	Beni
11/13	2/11	13/18	11/13

- A l'heure d'évaluer la faisabilité d'interventions sous forme de transferts monétaires (cash), ces résultats doivent être interprétés avec prudence. En effet, les difficultés de réapprovisionnement signalées ci-dessus dans certaines villes comme Uvira ainsi que les pénuries actuelles de stocks signalées pour les céréales (notamment à Bukavu) se doivent d'être prises en compte. Bukavu a aussi la plus forte proportion de négociants, 16 sur 18, déclarant que le marché actuel n'est pas en mesure de satisfaire la demande des clients.

### EVOLUTION DES PRIX ET MOYENS DE PAIEMENTS :

- **Les commerçants interrogés s'attendent généralement à une augmentation des prix des articles clés dans les semaines à venir**, tant que les mesures COVID-19, telles que la fermeture des frontières pour les cargaisons non-officielles et les restrictions de voyage intérieur, sont en place : 49 des 53 négociants en céréales dans les 4 localités s'attendent à une hausse de prix modérée à forte dans les semaines à venir, la même chose ayant été signalée par 14 des 17 négociants en articles d'hygiène.
- Les principales raisons invoquées pour expliquer l'anticipation d'une hausse des prix étaient **la dépréciation du franc congolais ainsi que la baisse de l'offre**.
- Concernant les modes de paiement acceptés par les commerçants, l'argent liquide est accepté par 102 commerçants sur 105, suivi par l'argent mobile (17 sur 105) et les achats à crédit (15 sur 105). La quasi-totalité des commerçants interrogés ont déclaré qu'il n'y avait aucune différence entre les modes de paiement qu'ils acceptaient et ceux que leurs clients préféraient.

## L'ANALYSE DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT ET LA FONCTIONNALITÉ DES MARCHÉS DANS L'EST DE LA RDC

### L'EAU POTABLE ET L'EAU À USAGE DOMESTIQUE

La plupart des fournisseurs d'eau à Beni, Bukavu et Uvira ont signalé une baisse dans les ventes depuis le début des mesures contre le COVID-19. A Goma, deux-tiers des fournisseurs interrogés n'ont pas constaté des changements tandis qu'un seul a constaté une augmentation de ses ventes. **Le problème principal pour accéder à l'eau depuis l'implémentation des mesures serait le manque de moyens financiers pour acheter de l'eau minérale.**

Les consommateurs d'eau ont cité plusieurs sources d'eau utilisées à la fois pour la boisson, cuisiner, et autres usages domestiques :

- **À Goma et Beni**, l'eau provenant de la Régie de Distribution d'Eau de la RDC (REGIDESO) est utilisée pour la cuisson et pour se laver. Elle est aussi utilisée pour boire lorsque l'achat d'eau minérale n'est pas possible. Les eaux des puits sont utilisées, en particulier à Beni, pour les travaux domestiques.
- **À Bukavu**, l'eau de la REGIDESO est utilisée de multiples façons (cuisine, boisson et travaux domestiques).
- **À Uvira**, l'eau du Lac Tanganyika ainsi que celle de la REGIDESO est utilisé pour la cuisson et les travaux domestiques alors que les eaux minérales Kindju, Nil et La Vie sont achetées. De manière générale, l'eau importée du Burundi et du Rwanda est perçue comme supérieure à la qualité de l'eau congolaise.

Les mesures d'hygiène conseillées pour la prévention du COVID-19 auraient entraîné une augmentation de la consommation d'eau, surtout pour le lavage des mains, l'hygiène corporelle et le ménage des maisons. L'eau à boire des consommateurs est souvent achetée dans les magasins. La majorité des fournisseurs d'eau interrogés vendent de l'eau minérale (des marques Soit Maji yetu, Congo Nil, Ruwenzori, Kindju, La Vie). Les fournisseurs vendaient entre 200 et 7 000 litres dans différents formats ; soit des bidons de 20 litres ou les cartons à 12 bouteilles de 1 litre.

Selon la ville, la durée du stock d'eau varie. Selon tous les fournisseurs interrogés à Uvira et Bukavu, les stocks là-bas peuvent durer actuellement entre 1 et 3 mois. Ceci s'explique par la baisse de la demande d'eau minérale dans la zone. Alors qu'à Goma les stocks d'eau peuvent durer entre 3 et 5 jours. Les fournisseurs de Goma n'ont pas de problèmes pour se ravitailler vu que l'eau minérale est locale. Néanmoins, à Uvira l'eau que ces fournisseurs achetaient au Burundi doit désormais être achetée soit à Bukavu ou au Nord-Kivu. L'utilisation d'eau serait à la hausse pour respecter les mesures d'hygiène liées au COVID-19. Cependant, depuis les mesures COVID-19, la quantité d'eau minérale vendue a diminué à cause du manque d'argent pour en acheter. Les consommateurs interrogés ont confirmé qu'actuellement ils boivent plutôt l'eau du robinet et de pluie à cause du manque d'argent pour acheter de l'eau minérale. Plus particulièrement, à Uvira, la destruction des installations de la REGIDESO à cause des inondations et la fermeture des frontières avec le Burundi ont ainsi, selon les répondants, indirectement poussé les consommateurs à boire de l'eau de pluie en raison d'une augmentation du prix de l'eau minérale.

### CARBURANT

Les grandes compagnies comme Total et Engen déclarent que la fermeture des frontières n'a entraîné aucun changement dans l'approvisionnement. Néanmoins, c'est la demande qui a baissé pour tous les fournisseurs de carburant. Même s'ils n'ont pas importé plus de carburant, ils estiment qu'ils n'auront pas de problème à se réapprovisionner en Tanzanie, au Kenya ou au Rwanda. Pour les grandes compagnies, leurs clients principaux étaient des compagnies aériennes. **De même, la demande au niveau des fournisseurs indépendants a aussi diminué, en conséquence de la diminution du mouvement sur les routes.** Actuellement, la clientèle consiste en transporteurs de vivres à l'intérieur du pays. Ceci, couplé à la baisse du prix de 1 dollar à 0.80 USD par litre, entrainera une perte financière pour tous les fournisseurs de carburant. Les seuls clients qui semblent avoir augmenté leur consommation sont les organisations internationales qui ont acheté des stocks pour leurs opérations et pour le bon fonctionnement des générateurs.

Par rapport au prix de vente du carburant, parmi la majorité des fournisseurs interrogés, les prix seraient restés stables parce que la demande de carburant n'a pas augmenté. Cependant, l'augmentation du prix du USD fait que les fournisseurs de carburant vendent à perte. Le carburant acheté à un taux de 1 900 FC pour 1 USD se vend à un taux de 1 600 FC pour 1 USD. Cependant, la chute au niveau mondial du prix du pétrole baissera le prix d'achat pour les fournisseurs pour l'importation par rapport au premier trimestre de l'année.

L'approvisionnement du carburant dans l'Est de la RDC se fait soit par importation par des grandes compagnies de fournisseurs telles que Total, Engen, ou Kobil, soit par l'achat à des fournisseurs indépendants (détaillants ou grossistes). Le carburant au sol est utilisé par

les véhicules et les ventes sont principalement contrôlées par des fournisseurs indépendants (et non les stations essence). Les grandes compagnies ont le monopole sur le carburant d'aviation. Les fournisseurs indépendants procurent le carburant à partir des stations dans les villes de Goma, Beni, Bukavu et Uvira ou alors ils achètent aux entreprises pétrolières au Rwanda, au Kenya ou en Tanzanie.

La plupart des fournisseurs ont un stock qu'ils avaient acheté avant la fermeture des frontières. Quant aux stocks des fournisseurs indépendants, ceci dépend de la taille de leur commerce. Les stations locales comptent avec un stock qui peut durer entre 2-3 mois. Cependant, les petits fournisseurs ont des stocks de carburant beaucoup plus limités (entre 1-2 semaines) ce qui pourrait affecter leurs clients. L'utilisation du carburant dans les villes de Bukavu, Goma, Beni et Uvira était en grande majorité consacrée au transport. Soit les conducteurs des minibus, les motards ou les particuliers achetaient du carburant auprès de ces fournisseurs pour faire des voyages interprovinciaux ou se déplacer en ville.

Durée moyenne des stocks de carburant, selon les fournisseurs de carburants interrogés

Stations locales	:	Petits fournisseurs
2 - 3 mois	:	1 - 2 semaines → Potentiel impact sur les clients

### LIQUIDITES

**Du fait de la fermeture des frontières et des restrictions des vols internationaux, l'importation d'USD par la Banque Centrale du Congo (BCC) s'est vue limitée. Cette situation se ressent au niveau des cambistes interrogés, qui ont constaté un changement dans la quantité d'argent qu'ils échangent par jour et la fréquence à laquelle ils le font.**

La RDC étant un pays avec deux monnaies, l'USD est communément utilisé dans les échanges commerciaux. Si les FC viennent de la BCC, les USD sont importés en RDC par la BCC ou à travers des ventes d'exportation de matières premières. Pour les cambistes interrogés locaux, l'argent qu'ils utilisent provient des différents opérateurs économiques qui font circuler l'argent dans les villes. Certains cambistes échangent l'argent provenant de grossistes qui font des retraits à la banque. Les échanges se font à la fois des FC vers le USD et vice versa à Goma et Bukavu. Dans la ville d'Uvira, les échanges se font souvent de FC à francs burundais, rwandais et USD.

Pour les banques, la pénurie de devises en USD se ressent depuis le 15 avril. Les guichets automatiques ont moins d'argent disponible et il y a moins de dépôts que de retraits à la banque. Le ralentissement de l'économie mondiale a affecté la disponibilité des USD en RDC car il y a moins d'exportations et par conséquent, d'importations de devise étrangère. Cependant, la disponibilité des FC n'a pas changé depuis l'adoption des mesures COVID-19.

La plupart des cambistes détaillants à Goma interrogés échangeaient entre 200-600 USD par jour avant que les mesures COVID-19 ne soient mise en œuvre. Depuis que les USD viennent à manquer, les cambistes à Goma ont rapporté qu'ils arrivent à échanger 100 USD avec difficulté. Au Sud-Kivu, la pénurie de devises en USD s'est ressentie encore plus. Dans les villes de Bukavu et Uvira, les cambistes détaillants pouvaient échanger entre 200 et 500 USD alors qu'actuellement ils échangent entre 30 et 70 USD. Les cambistes grossistes interrogés échangeaient entre 10 000 et 20 000 USD par jour, alors que depuis la fermeture des frontières ils ont remarqué beaucoup de difficultés pour faire les échanges car les USD, francs burundais, francs rwandais et les euros ne sont plus disponibles dans la ville d'Uvira. Le constat le plus important des cambistes interrogés serait que lorsque les grossistes n'ont pas d'USD disponibles, les détaillants ne sont pas en mesure de faire des échanges non plus.

Actuellement, les dépôts dans les banques sont inférieurs aux retraits en raison de la grande quantité de clients qui ont fait sortir leur argent en USD des banques. Face à la perception d'une crise, la population préfère sortir son argent de la banque, surtout les USD parce qu'ils sont perçus comme une monnaie refuge et plus stable qu'une monnaie avec une tendance à l'inflation comme le FC.

**Depuis la mise en œuvre des mesures COVID-19, les cambistes interrogés à Bukavu, Beni, Goma et Uvira ont unanimement déclaré qu'ils avaient constaté une diminution importante dans la fréquence de leurs échanges en raison de la non-circulation de la devise étrangère.**

## CONCLUSION

De manière générale **les mesures de protection face au COVID-19 impactent la grande majorité des commerçants alimentaires et non alimentaires évalués dans l'Est de la RDC.**

L'origine des articles et les problèmes de réapprovisionnement liés aux mesures COVID-19 font partie des facteurs clés qui influencent l'évolution des prix. La part des approvisionnements alimentaires et non alimentaires provenant des pays voisins est relativement élevée dans les villes d'Uvira et Bukavu, suggérant que les populations de ces localités pourraient être particulièrement affectées si les mesures de santé publique COVID-19 se poursuivent. Bien que ces villes ne se distinguent pas par le coût du PMA dans la médiane calculée au niveau national (voir carte), il convient de noter que ces données sur les prix ont été recueillies avant la mise en œuvre des mesures COVID-19. Une augmentation de 23% du prix médian du PMA entre février et mars a déjà été signalée à Beni, signalant que les tendances des prix devront également être surveillées de près dans cette ville.

**La baisse du pouvoir d'achat dans l'Est de la RDC, influencée par les mesures de prévention COVID-19, a eu un impact sur la demande en produits alimentaires, ainsi qu'en eau, en carburant et en liquidités.** Le commerce transfrontalier formel et informel est le moyen de subsistance de nombreuses personnes dans la région et ce dernier a été sévèrement touché par la fermeture des frontières. De façon préoccupante, les consommateurs interrogés ont déjà signalé qu'en raison de la hausse des prix et faute de moyens financiers, ils consomment de plus en plus d'eau insalubre pour la boisson, augmentant le risque de maladies hydriques et surtout de maladies digestives liées aux bactéries et aux parasites. On peut s'attendre à ce que des stratégies d'adaptation similaires liées à la consommation soient observées en ce qui concerne l'alimentation et la nutrition. Par ailleurs, le manque d'argent liquide est directement attribuable à un ralentissement de l'économie à l'échelle mondiale. Si le franc congolais continue à circuler sans problèmes, il existe toujours un risque d'inflation de la monnaie locale lié à la baisse de l'offre d'USD et au contexte actuel marqué par l'instabilité.

À la lumière de ces résultats, **il est important que les prix des denrées alimentaires et des principaux produits non alimentaires tels que le savon, ainsi que de l'eau soient surveillés de près** afin de déterminer plus précisément comment les populations vulnérables seront affectées par ces développements et quel impact la hausse des prix pourrait avoir sur d'autres facteurs contextuels tels que les dynamiques de conflit dans l'Est de la RDC. D'autres aspects importants tels que les préoccupations en matière de protection et l'accès des consommateurs au marché, qui n'ont pas été couverts par cette

évaluation, devraient être examinés davantage dans le cadre de l'examen de la faisabilité des interventions sous forme de transferts monétaires (cash) dans ces villes.

## A PROPOS DE LA RÉPONSE DE REACH AU COVID-19

En tant qu'initiative déployée dans de nombreux pays vulnérables et touchés par des crises, REACH est profondément préoccupé par les effets dévastateurs que la pandémie de COVID-19 pourrait avoir sur les millions de personnes affectées que nous cherchons à aider. Ainsi, en collaboration avec les différents cash working groups et ses partenaires, REACH est actuellement en train d'étendre son champ d'action programmatique pour répondre à cette pandémie en identifiant des pistes concrètes permettant d'informer les interventions humanitaires dans les pays où nous sommes actifs. Les suivis et les évaluations de marchés pertinentes au COVID-19 représentent un secteur clé dans lequel REACH vise à mettre son expertise au service des acteurs humanitaires dans le but de comprendre l'impact de l'évolution des restrictions sur les marchés et le commerce. [Un fil d'information dédié](#) sur notre site internet reprend toutes les informations relatives à la réponse de REACH au COVID-19. Veuillez contacter [geneva@impact-initiatives.org](mailto:geneva@impact-initiatives.org) pour de plus amples informations.

## Notes

1. Les premiers cas de COVID-19 ayant été signalés en RDC le 10 mars 2020 et l'état d'urgence national ayant été déclaré le 24 mars 2020, incluant la fermeture des frontières nationales. Le passage est resté autorisé pour les importations et autres formes de transport de fret. Même avant la déclaration de l'état d'urgence en RDC, le Rwanda et l'Ouganda avaient déjà fermé leurs frontières le 21 mars. La fermeture de la frontière ougandaise a largement perturbé le commerce transfrontalier formel et informel des territoires d'Aru et Mahagi en Ituri qui importent des produits de base de l'Ouganda. De même, pour Goma et Bukavu qui ont des forts rapports avec le Rwanda en matière de commerce transfrontalier.
2. Cela ne représente pas le nombre de marchés uniques surveillés, car certains marchés ont été évalués par plus d'une organisation.
3. Les prix observés au sein du territoire sont très différents, le kilo de haricots passant de 1 600 FC à plus de 8 000 FC sur certains marchés.
4. FEWS NET, [Perspectives sur la sécurité alimentaire, février à septembre 2020](#).
5. Ibid.
6. Les villes évaluées ont été sélectionnées car elles représentent d'importantes plaques tournantes du commerce provincial et transfrontalier, approvisionnant d'autres régions de la RDC.



Protection civile  
et aide humanitaire  
de l'Union européenne



USAID  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



SAFER

